

Poursuite des massacres au Rwanda

L'Humanité, 18 avril 1994, page 15

Les pourparlers en vue d'un cessez-le-feu n'ont pas repris. Dans Kigali dévastée, l'armée rwandaise continue les tueries. Des milliers de réfugiés affluent aux frontières.

LES pourparlers entamés vendredi à l'hôtel Méridien de Kigali entre le gouvernement et le Front patriotique rwandais (FPR) en vue de la conclusion d'une trêve n'ont rien donné et leur reprise, annoncée pour samedi, n'a pas eu lieu. Selon un responsable du gouvernement intérimaire rwandais, aucune des deux parties n'a accepté les conditions de l'autre : le FPR demande la dissolution de la garde présidentielle, accusée d'être responsable des massacres de ces dernières semaines à Kigali et la démission du gouvernement. Ce dernier exige pour sa part l'arrêt immédiat de l'offensive du FPR, qui encercle pratiquement la ville où près de 4.000 de ses combattants auraient réussi à s'infiltrer.

Dans la capitale du Rwanda dévastée par les combats, les massacres continuent, selon le témoignage d'habitants joints par téléphone : « Il y a des massacres partout. Le plaisir de l'armée semble de tuer des civils et les civils s'affrontent entre eux pour venger leurs morts », raconte un témoin. « Les soldats lient les mains des gens dans le dos avant de les abattre à la ma-

chette. Parfois, les gens supplient pendant vingt ou trente minutes avant que les soldats ne les abattent. Ils violent les femmes avant de les tuer. »

Le FPR a demandé samedi l'envoi urgent d'une aide internationale pour les dizaines de milliers de réfugiés qui ont fui Kigali et se trouvent actuellement dans des régions qu'il contrôle. Selon l'ONU, des milliers d'entre eux sont bloqués à la frontière du Zaïre, qui leur refuse l'accès à son territoire. Quelques centaines d'autres se sont vu refouler à leur arrivée à Nairobi.

La Belgique a annoncé dimanche son intention de retirer ses 420 casques bleus du Rwanda. Selon un porte-parole de l'armée belge, le retrait commencerait dès mardi.

Le Conseil de sécurité de l'ONU, réuni vendredi soir à New York, n'a pas réussi à se mettre d'accord sur l'avenir de sa mission au Rwanda, la MINUAR, forte de 2.000 casques bleus, qui avait initialement pour mission de superviser l'application de l'accord d'Arusha. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne se sont prononcés pour un retrait pur et simple mais n'ont pas été suivis par les autres membres du Conseil. Le président en exercice, le Néo-Zélandais Colin Keating, s'est borné à dire que la priorité absolue résidait dans la conclusion d'une trêve.